



Centre de ressources pour les acteurs de l'intégration

Thèmes des Formations proposées en partenariat avec le COMEDE et le CICADE

SEJOUR / DROITS DES ETRANGERS

Les conditions d'entrée et de séjour en France des ressortissants étrangers non communautaires

Cet atelier est consacré à présenter le droit commun des conditions d'entrée et de séjour des étrangers non communautaires (dispositions législatives et réglementaires, circulaires), les différentes catégories de titres de séjour (récépissés, autorisations provisoires de séjour, cartes de séjour temporaires, cartes pluriannuelles et cartes de résident), les conditions à remplir pour leur délivrance et les pièces à réunir. Pour les principales cartes de séjour délivrées, une présentation de la jurisprudence sur certaines situations individuelles apporte un éclairage sur l'application des textes présentés.

Les conditions d'entrée et de séjour en France des ressortissants des Etats de l'Union européenne ainsi que des membres de leur famille

Cet atelier de formation est consacré aux questions suivantes :

- Quels sont les textes de référence concernant l'entrée et le séjour en France des citoyens de l'Union européenne ?
- Quelles sont les catégories de citoyens de l'Union européenne qui ont droit au séjour en France ?
- Dans quelle hypothèse la détention d'un titre de séjour est-elle obligatoire pour les citoyens de l'Union européenne ?
- Les membres de la famille d'un citoyen de l'Union européenne établissant en France sa résidence habituelle ont-ils le droit de l'accompagner ou de le rejoindre ?

Le regroupement familial

Présentation de la réglementation et de la procédure applicables au regroupement familial : Quels sont les étrangers concernés par cette procédure ? Quelles en sont les conditions ? Comment est-elle organisée par les textes ? Quelles sont les modifications introduites par les plus récentes lois à ce sujet ?

La carte de résident

Les lois votées durant la dernière décennie ont considérablement modifié les conditions de délivrance de ce titre de séjour valable dix ans. Cet atelier fait le point sur ces conditions ainsi que sur les caractéristiques de ce type de titre de séjour. Il aborde également les droits attachés à un titre de séjour équivalent délivré par un autre Etat de l'Union européenne, dans l'hypothèse où son titulaire souhaite s'établir en France.

<p>Autorisations de travail pour un étranger et admission exceptionnelle au séjour au titre du travail</p>	<p>Cet atelier aborde la délivrance et le renouvellement des autorisations de travail des étrangers, notamment en ce qui concerne la procédure d'introduction, l'admission exceptionnelle au séjour des étrangers par le travail (et l'articulation avec les différents accords-bilatéraux), le changement de statut, le travail des étrangers titulaires d'une carte de séjour dans un autre pays européen, le travail des jeunes, des demandeurs d'asile, des accompagnants de malade et des conjoints de Français qui risquent de ne pas voir leur carte de séjour renouvelée en raison de la rupture de la communauté de vie avec leur conjoint.</p>
<p>L'accord franco-algérien, l'accord franco-tunisien et les différents régimes spéciaux</p>	<p>Cet atelier de formation aborde la spécificité du droit du séjour en France des ressortissants algériens et tunisiens (accord franco-algérien du 27 décembre 1968 modifié et accord franco-tunisien du 17 mars 1988 modifié), et fait le point sur les autres régimes juridiques spéciaux en vigueur (accord franco-marocain, accords avec certains Etats francophones d'Afrique subsaharienne, accords relatifs à la gestion concertée des flux migratoires et au développement solidaire).</p>
<p>La carte de séjour temporaire portant la mention « vie privée et familiale »</p>	<p>Après avoir exposé l'histoire et les caractéristiques de ce titre de séjour, cet atelier présente en détail les différentes catégories d'étrangers pouvant bénéficier de la carte de séjour temporaire « vie privée et familiale », ainsi que les situations permettant sa délivrance du fait de « considérations humanitaires » ou de « motifs exceptionnels » et les conditions de son renouvellement.</p>
<p>Les droits de l'étranger conjoint de Français</p>	<p>Cet atelier traite différents aspects des droits d'une personne de nationalité étrangère souhaitant se marier avec un ressortissant français : le droit de se marier (célébration du mariage, transcription), le droit d'accompagner ou de rejoindre son conjoint en France (demande de visa), le droit de séjourner en France (délivrance et renouvellement du titre de séjour), et le droit d'acquérir la nationalité française (déclaration de nationalité). Cet atelier revient sur les voies de recours contre les différentes décisions administratives défavorables qui peuvent être opposées aux demandes d'un étranger conjoint de Français, en particulier l'utilisation du référé administratif.</p>
<p>les mineurs isolés étrangers en France</p>	<p>Cet atelier vise à aborder sur deux journées les thèmes de la protection des MIE (définition de l'enfant en danger, présentation de l'entrée dans le dispositif de protection, des mesures d'assistance éducative des MIE et d'accompagnement des jeunes majeurs), de la représentation légale de l'enfant mineur, de la contestation de la minorité, des droits des MIE (droit à l'état civil, à la scolarisation et à la formation professionnelle, à la nationalité dans certains cas et droit à voyager), ainsi que la procédure particulière de demande d'asile et les conditions de délivrance de titre de séjour pour ce public particulier.</p>

Les Visas	Cet atelier présente les différentes catégories de visa et les conditions à remplir pour les obtenir, en particulier les visa de court séjour, dits touristiques (conditions de ressources, attestation d'accueil, assurance médicale et garanties de rapatriement) et les visa de long séjour dits d'installation (regroupement familial, étudiant, travailleurs, famille de Français, etc.), les formalités préalables à remplir dans certains cas (transcription, jugements supplétifs d'actes d'état civil incomplets ou inexistant, etc.) ; ainsi que les voies et modalités de recours particulières contre les décisions de refus.
Le droit d'asile en France	Cet atelier porte sur la protection des étrangers au titre de l'asile en France : présentation de la procédure de demande d'asile, des administrations et organismes compétents pour instruire et traiter la demande, des différentes protections existantes (statut de réfugié, protection subsidiaire) et des voies de recours en cas de refus.

NATIONALITE / NATURALISATION

Le droit de la nationalité	Cet atelier de formation traite des différents modes d'attribution et d'acquisition de la nationalité française, des hypothèses dans lesquelles une personne peut perdre la nationalité française, des procédures à suivre et des recours possibles en matière de nationalité.
Nationalité et séjour du mineur et du jeune majeur en France	Cet atelier a pour objectif de permettre aux personnes qui accueillent, informent et accompagnent dans leurs démarches administratives des mineurs ou de jeunes majeurs de nationalité étrangère de se familiariser avec le droit de la nationalité et du séjour les concernant. Comment déterminer la nationalité d'un mineur né en France ? Comment un mineur peut-il acquérir la nationalité française s'il est arrivé en France durant sa minorité ? Quel titre de séjour peut demander un jeune majeur de nationalité étrangère ? Telles sont les questions, entre autres, abordées par cette formation.
La procédure de naturalisation et de réintégration par décret et la demande d'acquisition de la nationalité française à raison du mariage avec un Français	Cet atelier s'adresse aux personnes ayant des connaissances de base en matière de droit de la nationalité. En effet, nous approfondirons lors de cette séance, deux modes d'acquisition de la nationalité française : l'une par décision de l'autorité publique (la naturalisation et la réintégration par décret) et l'autre par déclaration de nationalité (à raison du mariage avec un Français).

DROIT INTERNATIONAL PRIVE / DROIT DE LA FAMILLE

Introduction au droit international de la famille / Aspects juridiques de la violence conjugale	<p>Cet atelier se compose de deux thèmes distincts :</p> <ul style="list-style-type: none">- L'introduction consacrée au droit international de la famille (ou droit international privé) permettra de saisir de quelles façons le statut personnel des personnes étrangères s'applique en France. Y seront abordés : la bi-nationalité, la transcription, l'exequatur, le divorce en droit international privé, l'application des conventions bilatérales en France, etc.- Les aspects juridiques de la violence conjugale : analyser la problématique de la violence conjugale à travers trois branches du droit : le droit pénal (les infractions pénales, la saisine de la juridiction pénale), le droit civil (l'éviction du conjoint, l'exercice de l'autorité parentale, la procédure de divorce) et le droit des étrangers (la prise en compte de la violence dans le droit du séjour des victimes de nationalité étrangère).
Le droit de la famille des femmes algériennes, marocaines et tunisiennes vivant en France	<p>Cet atelier est consacré à l'étude des Codes de la famille algérien, marocain et du Code de statut personnel tunisien. Sont également exposées la législation française ainsi que les règles issues du droit international de la famille. En présentant ces différentes sources de droit, cet atelier aborde de façon concrète plusieurs questions du droit de la famille : le mariage mixte, le mariage polygamique, le divorce, l'ordonnance de protection, la répudiation, la filiation, la kafala, etc.</p> <p>Grace à une approche pratique et juridique cette formation permet de comprendre le statut familial des femmes marocaines, algériennes, tunisiennes ou binationales ainsi que les difficultés juridiques liées à la double nationalité.</p>
La kafala	<p>Cet atelier de formation est entièrement consacré à la kafala (recueil légal d'un enfant mineur) prévue par les Codes de la famille des pays du Maghreb. Nous aborderons notamment les thèmes suivants : la définition de la kafala, ses conditions d'obtention, sa cessation, sa reconnaissance en droit français, son incidence sur le droit au séjour et sur la nationalité.</p>
Le mariage et sa dissolution en droit de la famille international	<p>Cet atelier débutera par une introduction au droit international de la famille. Nous verrons ensuite les règles du mariage en droit international. Enfin, nous étudierons la dissolution du mariage. Une partie de cette intervention sera notamment consacrée aux conséquences de la rupture sur le droit au séjour des femmes étrangères victimes de violences conjugales.</p>

PROTECTION SOCIALE ET SANTE DES ETRANGERS

Protection sociale des citoyens de l'UE	<p>L'accès aux droits sociaux (couverture maladie, prestations familiales, minima sociaux, AAH, etc...) des citoyens de l'UE résidant en France est souvent complexe et entravé. C'est l'évaluation de la condition de régularité de séjour en France, du ressort des organismes de protection sociale dont ce n'est habituellement pas la mission, qui est largement à l'origine de ces difficultés. Cette formation a pour objectif :</p> <ul style="list-style-type: none">- d'être en capacité de mener un entretien permettant une évaluation fiable des droits sociaux des citoyens européens résidant en France ;- de comprendre les principales causes des difficultés d'accès aux droits sociaux de ces personnes, notamment à travers l'application de la condition de régularité de séjour.
Protection sociale des étrangers non citoyens de l'UE	<p>Cet atelier de formation présente les conditions clés d'accès à la protection sociale pour les étrangers non citoyens de l'UE puis de les appliquer aux questions de l'accès en France à une couverture maladie, aux prestations familiales et aux minima sociaux. Il dresse l'état des lieux de réglementation, afin de déterminer les démarches à effectuer auprès des administrations et les recours possibles.</p>
L'accès au séjour et à la santé des étrangers nécessitant des soins en France	<p>Cet atelier revient sur les conditions de délivrance des visas pour soins, la protection maladie de l'étranger selon sa situation (sous visa de court séjour, en situation irrégulière, en situation régulière) et des cartes de séjour pour raisons médicales (étrangers malades, parents d'enfants malades, étranger accompagnant de malade en situation régulière), ainsi que sur les procédures à suivre.</p>
Atelier pratique sur l'accès aux droits sociaux des personnes étrangères en situation précaire	<p>A partir des situations rencontrées par les participants et selon une approche par type de prestations et/ou par catégories de statuts administratifs, cet atelier vise à identifier les difficultés rencontrées par les personnes étrangères pour accéder aux droits sociaux, et les démarches/recours possibles pour y faire face. Les conséquences des réformes du droit social survenues en 2016 seront abordées notamment en matière de protection maladie et de domiciliation.</p>

OUTILS EN DROIT DES ETRANGERS

Les outils d'accès au(x) droit(s) : panorama, utilisation	Cet atelier a pour objectif d'exposer les moyens de se procurer les éléments de réponse à des questions juridiques : que chercher (valeur d'une loi, d'un décret, d'une circulaire, etc.), quels sont les outils existants (documentation, revues, Internet, etc.), comment les utiliser, comment les exploiter (lecture d'un texte juridique, d'une décision de justice, etc.)
Méthode de recueil de données en droit des étrangers et illustrations	Les professionnels qui accueillent des ressortissants étrangers se trouvent parfois démunis en matière d'accompagnement de ces personnes vers les procédures adaptées. Cet atelier permettra aux participants d'identifier la teneur d'un problème spécifique en droit des étrangers. Ce temps d'échange aura également pour but l'acquisition d'une méthode de travail adaptée à l'accueil du public. Il s'agira notamment d'apprendre à recueillir suffisamment d'éléments pour traiter les situations ou savoir, au vu du problème identifié, vers quels services orienter les personnes.

AUTRES THEMATIQUES

Etat civil des étrangers et des français nés à l'étranger	Les étrangers et les français nés à l'étranger rencontrent de nombreuses difficultés administratives en lien avec leur état civil : traduction, légalisation, vérification de l'authenticité et de l'exactitude, transcription et rectification des actes d'état civil, droit à l'état civil (jugements déclaratifs et supplétifs) et état civil des réfugiés et bénéficiaires de la protection subsidiaire. Seront en outre abordées certaines questions pratiques sur les documents d'état civil et leur durée de validité dans les procédures administratives (séjour, visa, regroupement familial, numéro définitif de Sécurité sociale, délivrance d'un passeport ou d'une carte d'identité, preuve de nationalité française) et sur le mariage des étrangers en France et des Français à l'étranger.
Hébergement d'urgence, domiciliation et logement social des étrangers en situation précaire	Cette formation présente les dispositifs d'orientation des personnes sans domicile (dispositif d'accueil, d'hébergement et d'insertion, de veille sociale et SIAO), de leur hébergement (hébergement d'urgence, CHU, les lits halte soins santé), les dispositifs spécifiques d'hébergement des demandeurs d'asile, les voies de recours applicables et la présentation de la jurisprudence en la matière, les restrictions à l'accès à un logement social du fait de la situation irrégulière d'un des membres d'un couple et la domiciliation des personnes sans domiciles stables.